



Communiqué de presse

Montpellier, le 22 décembre 2023

La chambre régionale des comptes Occitanie a contrôlé, pour les exercices 2016 à 2021, les comptes et la gestion de l'association Léo Lagrange Sud-Ouest (LLSO), qui a pour objet la représentation et le développement des activités d'éducation populaire de la Fédération Léo Lagrange sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine et de l'ex-Midi-Pyrénées.

Les statuts de l'association confèrent à la Fédération Léo Lagrange une forte influence

Les statuts de l'association confèrent à la Fédération nationale une forte influence qui se traduit par un pouvoir de contrôle et de décision sur son organisation ainsi que sa gestion. Cette gouvernance centralisée ne facilite pas la distinction entre les deux entités, notamment en matière juridique et financière. Au demeurant, un projet de restructuration en cours du réseau fédéral devrait aboutir d'ici 2025 à une fusion entre les différentes structures de l'ensemble fédéral Léo Lagrange au sein de 3 entités « métiers » : Léo Lagrange Petite Enfance, Léo Lagrange Animation et Léo Lagrange Formation.

La croissance de l'activité de l'association ne s'est pas accompagnée d'une gestion des prestations et d'un suivi des coûts suffisants

La définition des tarifs et l'identification des coûts facturés aux collectivités manquent de transparence, en particulier les frais de gestion. Les prévisions financières des contrats de délégation de service public sont à améliorer, de façon à mieux maîtriser le risque d'exploitation transféré. Le respect des clauses contractuelles, l'élaboration de documents de bilan ainsi que la facturation dans des délais raisonnables doivent être améliorés.

Une prospective financière régulièrement actualisée apparaît nécessaire dans l'attente de la restructuration nationale du réseau Léo Lagrange

L'association devrait mieux maîtriser ses coûts, assurer la stabilité de ses ressources et sécuriser le renouvellement des contrats stratégiques ou l'obtention de nouveaux marchés. Une prospective financière régulièrement actualisée lui permettrait de s'assurer de la soutenabilité d'ici 2025 d'un plan de développement de l'activité qui reste à construire avant son intégration dans la restructuration nationale du réseau Léo Lagrange.

Contact presse : Eric Morel / Ferdaos Salem

eric.morel@crtc.ccomptes.fr / ferdaos.salem@crtc.ccomptes.fr ■ T +33 4 34 22 73 00 ■

[X@crcoccitanie](#)